

Sortie de crise ?...

jeudi 1^o octobre 2009



"We saved the world from disaster"

Ben Bernanke, président de la FED

ou

Capitalistes assis sur un volcan (*)

La crise économique a prostré d'effroi les sectateurs du néolibéralisme... qui se sont rapidement souvenu que l'État est toujours au service des riches, et qu'après l'avoir bafoué, celui-ci peut encore leur sauver la mise. Come-back de l'idéologie keynésienne. Mais cela suffira-t-il ? (*)

Une nouvelle "crise majeure du capitalisme, telle que celui-ci en a connu à la fin du XIX^e siècle et dans les années 1930" (1) aurait donc été jugulée grâce à l'action concertée des autorités monétaires internationales. Ben Bernanke, président de la banque centrale américaine (FED), est l'auteur d'un ouvrage intitulé "Essais sur la Grande Dépression", qui a fait de lui un universitaire considéré par les milieux financiers comme l'un des meilleurs analystes de la crise de 1929. Sa nomination comme gouverneur de la FED le 24 octobre 2005, par George W. Bush, aurait donc évité au monde une nouvelle crise de longue durée.

Qu'en est-il et, tout d'abord, de quelle "crise" parle-t-on ?

En 2008, le prix des matières premières agricoles s'envole du fait du transfert massif de liquidités - injectées dans les circuits financiers pour sauver le système financier - vers les marchés des matières premières, aggravant les pénuries alimentaires et déclenchant des émeutes de la faim. Aux USA, les destructions d'emploi se sont élevées à 700 000 par mois plusieurs mois de suite, plongeant de nombreux foyers dans la précarité et la misère. Cette misère a rendu plus de 30 millions de citoyens des USA dépendants des bons alimentaires. Le pays s'est couvert de "shantytowns", villes ou quartiers d'habitats précaires, tentes et abris insalubres, refuges des exclus, dont la multiplication fait renaître les souvenirs de la crise des années 1930.

Est-ce la crise dont on nous parle ? Non, la crise qui préoccupe nos "élites" est exclusivement celle qui a bien failli emporter le système financier mondial, hypothèse extrême sur laquelle travaillaient les gouverneurs des banques centrales et ministres des finances réunis le 10 octobre 2008 à Washington, au moment le plus violent de la crise financière (2). Les ravages de la crise sociale n'étant pas leur priorité, à tout le moins, la crise financière est-elle dorénavant surmontée? Quelles sont les conséquences des remèdes employés ? Au-delà des critiques de façade, y a-t-il unanimité chez les libéraux sur les modes de rémunération des dirigeants de société et des actionnaires ayant encouragé la prise de risque et, au-delà, de quelle façon perçoivent-ils la crise sociale ?

**La crise des "subprimes", début d'une réaction en chaîne
Le retour des Etats, défaite du marché "auto-régulateur"
Les prémices de "La Discorde chez l'ennemi"**

(*) titre de la version condensée parue dans "Alternative Libertaire" n° 188, octobre 2009, p. 7

(1) "Comment sortir du capitalisme ?" Thomas Coutrot

(2) "the imminent collapse of the global financial system (...) seemed all too possible to the finance ministers and central bankers that gathered in Washington on October 10", Reflections on a Year of Crisis, FED, Kansas City's Economic Symposium, 21-08-2009



Sortie de crise ?...



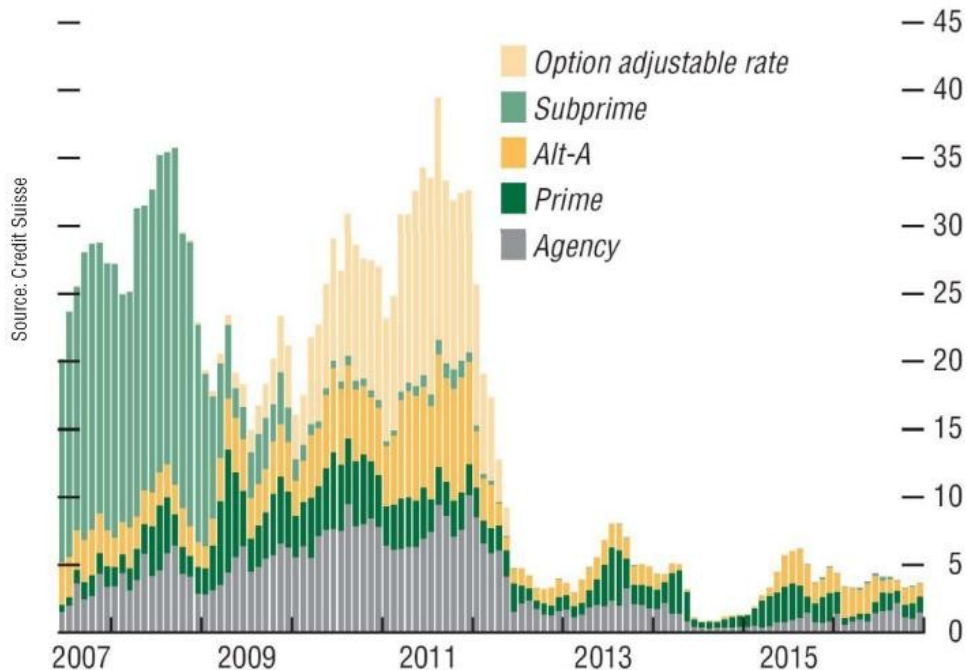
1. La crise des "subprimes", début d'une réaction en chaîne

La crise actuelle est avant tout celle de la "basse pression salariale", où le "crédit est devenu la béquille d'un capitalisme où la rémunération du travail ne suffit plus à solvabiliser la demande des salariés" (3). L'échappatoire insensée à laquelle le système financier va avoir recours pour faire face aux effets de la baisse des salaires sur la consommation consistera à porter les possibilités d'endettement des ménages américains à des niveaux inconnus, les risques de défaut de paiement pour surendettement étant supposés être couverts par des mécanismes de mutualisation des risques : la "titrisation".

La mutualisation des risques donnant une illusion de sécurité les dettes vont s'empiler les unes sur les autres, les plus-values latentes des biens immobiliers parfois acquis intégralement à crédit servant à financer les prêts automobile et à la consommation lors de la bulle spéculative immobilière. Dès le retournement du marché immobilier, les défauts de paiement des ménages les plus fragiles entraînent dans leur chute l'ensemble de la pyramide du crédit, la mutualisation ayant disséminé les mauvaises dettes, créant le risque d'effondrement systémique qu'elle était censée prévenir.

C'est le ressort de la crise de 2007-2008. Elle est loin d'être terminée, comme le montre une projection établie par le Crédit Suisse montrant la montée en puissance des échéances des prêts révisables "subprimes" de 2007 à 2008 (1° vague), puis des prêts "Option ARM" et "Alt-A" de 2009 à 2011 (2° vague).

Figure 1.7. Monthly Mortgage Rate Resets
(First reset in billions of U.S. dollars)



(3) "La crise du capitalisme de basse pression salariale", Frédéric Lordon



Sortie de crise ?...



1. La crise des "subprimes", début d'une réaction en chaîne (suite)

Un phénomène de même nature s'y ajoute pour les prêts immobiliers commerciaux, avec une montée des échéances culminant de 2009 à 2017 (3^e vague), selon une étude du cabinet immobilier Foresight Analytics.



Ces 2 études permettent de comprendre ce sur quoi a fonctionné le prétendu "modèle américain" : un recours massif à l'endettement, possible uniquement du fait du statut international du dollar, les déficits des USA étant financés par les investisseurs internationaux par l'achat des bons du Trésor pour le déficit fédéral, par la titrisation pour la dette des particuliers. C'est cette fuite en avant que le reflux économique laisse à nu, au point de susciter des questions sur la possible insolvabilité des USA : quasi-faillite de plusieurs états, dont le plus riche, la Californie, inquiétude officielle du premier ministre chinois, Wen Jiabao, sur la dette américaine.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que ce stock de dettes ne va pas s'évaporer et que leur arrivée à échéance va provoquer de nouveaux chocs financiers sévères, qui frapperont un système déjà fragilisé par les premières étapes de la crise. Ces secousses, en retour, vont aggraver la situation des crédits automobile et des crédits à la consommation. Si le statut du dollar n'est pas remis en cause, les USA risquent de connaître au mieux le scénario de déflation financière du Japon depuis 1990 et s'il l'est, une dépression économique prolongée - les créiteurs internationaux cessant de prêter aux USA ou à des taux correspondant au risque réel de défaut de paiement.

2. Le retour des Etats, défaite du marché "auto-régulateur"

Le 23 octobre 2008, Alan Greenspan, gouverneur de la FED durant 18 ans, était "face à une commission de la Chambre des représentants dirigée par le très pugnace démocrate Henry Waxman. (...) "Pensez-vous que votre idéologie vous a poussé à prendre des décisions que vous aimeriez aujourd'hui ne pas avoir prises", demande Waxman à l'ancien gourou.

" Oui, il y avait une faille", lâche le "maître" devant une assemblée stupéfaite.

Waxman poursuit: "En d'autres termes, vous avez découvert que votre vision du monde, votre idéologie, n'était pas juste, qu'elle ne marchait pas."

"Absolument", répond Greenspan qui ajoute: "Vous savez, c'est précisément pour cette raison que je suis en état de choc parce que j'ai considéré pendant 40 ans ou plus que cela fonctionnait exceptionnellement bien."



Sortie de crise ?...



2. Le retour des Etats, défaite du marché "auto-régulateur" (suite)

Ce dialogue, rapporté par Vincent Jauvert (4), est un marqueur : celui de l'effondrement de l'idéologie néo-libérale, qui a dominé le monde depuis la fin des années 1970. Le 20 janvier 1981, Ronald Reagan déclarait dans son discours d'investiture : "l'État n'est pas la solution à nos problèmes... L'État est le problème". 27 ans plus tard, le système financier américain n'a pu être provisoirement sauvé que par l'injection massive de fonds publics.

Durant la semaine du 15 septembre 2008, jour de la faillite de la banque Lehman Brothers, le Secrétaire au Trésor des États-Unis - Henry Paulson, ancien président de la banque Goldman Sachs - présente un premier plan de sauvetage de 700 milliards de dollars. La crise financière prenant une tournure incontrôlable, l'un des gouvernements US les plus libéraux et la FED va prendre des engagements de soutien au système financier de l'ordre de 8 000 milliards de dollars dès novembre 2008 (5). Ces engagements dépassent aujourd'hui le total de 12 000 milliards de dollars (6), soit presque la totalité du Produit intérieur brut des USA en 2008.

En octobre 2008, l'État français décide d'un plan de secours aux banques de 360 milliards d'euros (7). Il n'est pas inutile de rappeler que lorsque le déficit de la Sécurité Sociale dépasse les 10 milliards d'euros, les représentants de la bonne gestion des fonds publics nous décrivent l'imminence d'une apocalypse financière devant un tel gaspillage par une institution qui ne sert après tout qu'à permettre à toute une population de se soigner.

Comme un canard décapité, le cadavre du néo-libéralisme marche encore, solidement escorté d'une nuée de "banques zombies" (8). Et maintenant ?

Joseph Stiglitz, économiste appartenant aux "nouveaux keynésiens", l'un des premiers à avoir anticipé la crise actuelle, préconise dans l'article précité (8) "encore quelques doses de médecine keynésienne" comme conclusion logique de la faillite du néo-libéralisme. Cette école économique a désormais la faveur des médias, Paul Krugman, économiste appartenant aux "néo-keynésiens", prix Nobel d'économie comme Stiglitz, y figurant également en bonne place.

Que préconise la "médecine keynésienne" : une intervention déterminée de l'Etat pour réguler l'économie (ces économistes ne croient pas à la capacité du marché à s'auto-réguler), et des actions de soutien à l'activité économique par la dépense publique (investissements publics et/ou soutien à la consommation). Ces politiques ont été largement appliquées au sortir de la seconde guerre mondiale puis remises en cause dans les années 1970, après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Outre donc que ces solutions ne peuvent résoudre durablement les tensions inhérentes au capitalisme, la question qui se pose aujourd'hui est tout simplement de savoir si la dégradation des finances des Etats permet encore leur mise en oeuvre.

Il faudrait pour cela qu'aucun nouveau choc financier majeur ne vienne frapper des économies fragilisées par la crise de 2007-2008, or la venue à échéances des stocks de dettes accumulées depuis des années suggèrent tout le contraire (cf. §1). De nouveaux plans de sauvetages du système financier sont donc à prévoir, dans des conditions de plus en plus difficiles. Il faudrait de surcroît que les finances publiques US, plombées à la fois par des années de baisses d'impôts pour les plus riches et une explosion des dépenses militaires, puissent supporter le choc, ce qui est impossible sans remettre en cause radicalement les bases mêmes des marchés financiers.

(4) "Le mea culpa historique d'Alan Greenspan", Vincent Jauvert, Nouvel Observateur

(5) "U.S. Pledges Top \$7.7 Trillion to Ease Frozen Credit", Bloomberg

(6) "Financial Rescue Nears GDP as Pledges Top \$12.8 Trillion", Bloomberg

(7) "Crise financière: 360 milliards d'euros pour les banques françaises", L'Express

(8) "Le printemps des zombies", Joseph Stiglitz, Les Echos

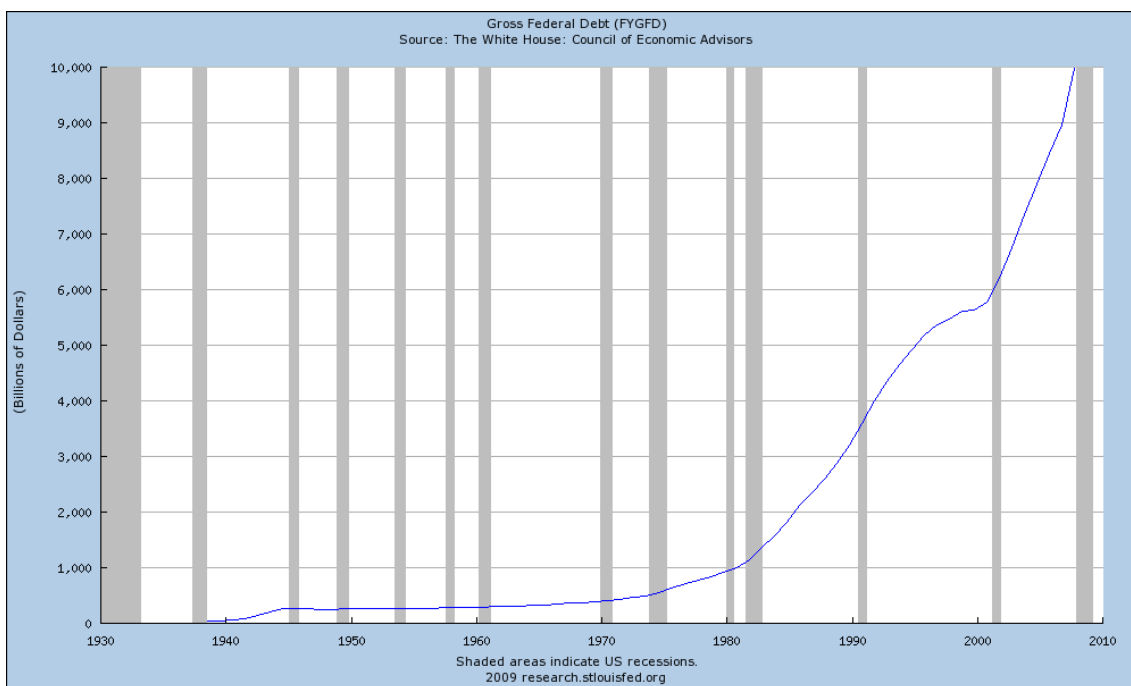
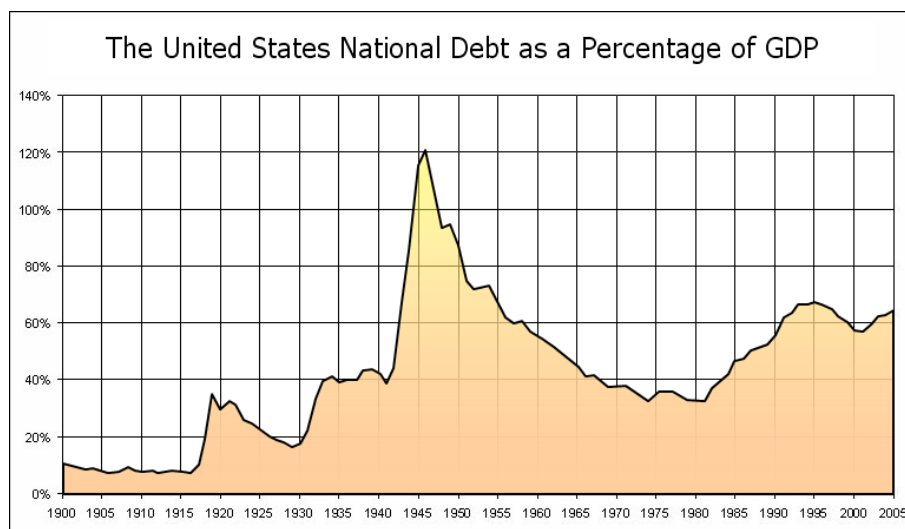


Sortie de crise ?...



2. Le retour des Etats, défaite du marché "auto-régulateur" (suite)

Une représentation de la dette US de 1900 à 2005 en pourcentage du PIB montre que l'endettement fédéral s'élevait à moins de 20% du PIB en 1929, alors qu'il atteignait déjà plus de 60% du PIB en 2005. La montée de l'endettement public US au début des années 1980, après une décrue qui s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 1970, correspond très précisément aux mandats des administrations républicaines dès celle de Reagan, avec pour seul répit les 8 ans de mandat de Clinton. Les projections effectuées en dehors de toute hypothèse de nouveau choc financier permettent d'anticiper pour 2010 que ce pourcentage atteindra 100% du PIB (9).



(9) "US Federal Debt As Percent Of GDP", Government Spending in the United States of America



Sortie de crise ?...



2. Le retour des Etats, défaite du marché "auto-régulateur" (suite)

Une représentation en données brutes de la dette US de 1930 à 2009 fait apparaître encore mieux l'envolée de l'endettement public à partir des années Reagan (10). La référence faite par Thomas Coutrot, non seulement à la crise de 1929, mais aussi à la "Grande Stagnation" de 1873-1896, rend parfaitement compte du délabrement de l'économie américaine dont se sont rendus responsables les administrations républicaines depuis 1980, avec l'arrivée de Ronald Reagan et l'hégémonie des dogmes de Milton Friedman.

3. Les prémices de "La Discorde chez l'ennemi"

La victoire de l'idéologie néo-libérale dans les années 1980, l'effondrement du bloc "soviétique" en 1989-1991 ont permis à Francis Fukuyama de proclamer en 1992, dans "La Fin de l'histoire et le Dernier Homme", la "démocratie libérale" comme horizon indépassable de l'histoire humaine. Ce que Margaret Thatcher traduisait à sa façon avec l'acronyme TINA pour "There Is No Alternative", signifiant que le libéralisme était le seul mode de fonctionnement possible de économie.

Des lézardes étaient pourtant apparues dans le camp libéral dès 1998 (à la suite de la crise asiatique) : Maurice Allais, prix Nobel d'économie, ayant participé aux côtés de Friedrich Hayek, Ludwig von Mises et Milton Friedman à la réunion de création de la Société du Mont Pèlerin en avril 1947, tire à boulets rouges sur la mondialisation et le fonctionnement des marchés financiers.

"la doctrine du libre-échange mondialiste (...) a été littéralement imposée (...) par les multinationales dans toutes les parties du monde, qui en fait détiennent partout en raison de leur considérable pouvoir financier et par personnes interposées la plus grande partie du pouvoir politique." (11)

"De profondes similitudes apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui et la Grande Dépression de 1929 - 1934: la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit, le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme, le développement d'un endettement gigantesque, une spéculation massive sur les actions et les monnaies, un système financier et monétaire fondamentalement instable." (12)

Au-delà du débat académique opposant libéraux entre eux, le déploiement de la crise suscite désormais chez nos élites des inquiétudes de plus en plus sonores. Non, il ne sont pas hantés dans leurs cauchemars par les peuples que la spéculation sur les denrées alimentaires a condamnés à la mort, mais par la pérennité de leur pouvoir.

Il est vital d'en avoir clairement conscience pour combattre le découragement qui apparaît trop souvent chez les militants anti-capitalistes, à la suite de la désagrégation ou au ralliement ostensible au libéralisme des partis issus des IIe et IIIe internationales ouvrières ces trente dernières années.

A tout seigneur, tout honneur, commençons le florilège de citations par les propos de la version contemporaine de "Napoléon le Petit", en décembre 2008.

(10) Gross Federal Debt, Federal Reserve Bank of St. Louis

(11) "Les effets destructeurs de la Mondialisation", PCF Bassin d'Arcachon

(12) "Maurice Allais: la crise économique !", Promenades Philosophiques



Sortie de crise ?...



3. Les prémices de "La Discorde chez l'ennemi" (suite)

"Si j'étais assez dingue pour proposer à François Fillon une amnistie fiscale, on verrait ce qu'on verrait. Au nom du symbole, les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce". Utilisant la métaphore royaliste, il a conclu sur ce point : "Les Français adorent quand je suis avec Carla dans le carrosse mais en même temps ils ont guillotiné le roi." (13)

Le propos, au-delà de son style inimitable, n'est pas anodin : la colère sociale, en période de crise aiguë du système capitaliste, pourrait bien emporter les pouvoirs en place. La précipitation des réformes prend alors une autre tournure : loin d'être un témoignage d'invulnérabilité, elle signifie qu'ils doivent utiliser toutes les fenêtres de tir avant que celles-ci ne se referment.

Un autre exemple : Alain Minc, dans sa "Lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante" de mars 2009.

"Mesurez-vous que le pays a les nerfs à fleur de peau, que les citoyens ont le sentiment (...) de subir une crise dont nous sommes tous à leurs yeux les fautifs ? (...) Ignorez-vous que la quête de boucs émissaires est une constante de notre histoire et que 1789 se joue en 1788 ? Sentez-vous (...) le sentiment d'iniquité qui parcourt, comme une lame de fond, le pays ? Acceptez-vous de méditer ce mot de la comtesse de Boigne, une habituée des révolutions : "... les personnes haut placées n'aperçoivent le danger que lorsqu'il est devenu irrésistible" ?" (14)

Mais la réflexion la mieux construite sur ce sujet est sans doute celle de Georges Pébereau, un des anciens plus influents patrons français, dans un article du Monde de septembre 2008.

"... la situation de la France présente quelques singularités inquiétantes. Tout d'abord, la rémunération des présidents des grands groupes cotés et les parachutes dorés dont ils bénéficient. (...) Les quelques scandales qui sont apparus au grand jour, qu'il s'agisse de Philippe Jaffré à Elf, d'Antoine Zacharias à Vinci, de Daniel Bernard à Carrefour ou de Jean-Noël Forgeard à EADS, ont ému l'opinion publique et ont provoqué un sentiment de révolte chez les cadres, y compris les cadres supérieurs et la maîtrise, qui ont découvert avec ahurissement les sommes exorbitantes que se faisaient allouer leurs dirigeants." (...)

"L'écart ne cesse de se creuser entre les salariés et la petite classe de privilégiés, protégés par le pouvoir, dont le nombre et la fortune croissent rapidement. Nous sommes, à n'en pas douter, dans une période prérévolutionnaire, au sens de 1789." (15)

La poursuite de la crise ne fera qu'exacerber "La Discorde chez l'ennemi", ce qui ruinera durablement sa capacité à poursuivre la mise en oeuvre des politiques libérales. Le mot de la fin peut être laissé à Immanuel Wallerstein, qui écrivait dans Le Monde, en octobre 2008 :

La "... crise de système nous a fait entrer dans une période de chaos politique durant laquelle les acteurs dominants, à la tête des entreprises et des Etats occidentaux, vont faire tout ce qu'il est techniquement possible pour retrouver l'équilibre, mais il est fort probable qu'ils n'y parviendront pas." (16)



(13) "Échanges musclés entre Sarkozy et les députés UMP", Le Figaro.fr

(14) "Lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante", Alain Minc, Le Figaro.fr

(15) "A quand l'étincelle de la révolution ?", Georges Pébereau, Le Monde.fr

(16) "Le capitalisme touche à sa fin", Immanuel Wallerstein, Le Monde.fr